

Table des matières

Sommaire	5
Préface	7
Liste des abréviations	15
Introduction	17
Titre 1	
Les inspections du travail : présentation	21
Chapitre 1. Historique	21
Section 1. Une esquisse d'évolution administrative	21
Section 2. Une esquisse d'évolution des compétences	23
Chapitre 2. L'inspection unique : un mythe ?	26
Chapitre 3. Les grands services d'inspection du travail	28
Section 1. Considérations liminaires	28
Section 2. Les inspections dépendant d'un S.P.F.	28
§ 1 ^{er} . Le S.P.F. Emploi, travail et concertation sociale	28
A. Le Contrôle des lois sociales	29
1. Les compétences	29
2. L'organisation	30
B. Le Contrôle du bien-être	31
1. Les compétences	31
2. L'organisation	31
§ 2. Le S.P.F. Sécurité sociale : l'Inspection sociale	31
A. Les compétences	31
B. L'organisation	32
Section 3. Les inspections dépendant d'une Région	32
§ 1 ^{er} . La Région wallonne	32
A. Les compétences	32
B. L'organisation	33
§ 2. La Région de Bruxelles-Capitale	33

A.	Les compétences	33
B.	L'organisation	33
§ 3.	La Région flamande	34
A.	Les compétences	34
B.	L'organisation	35
Section 4.	Les inspections dépendant des parastataux	35
§ 1 ^{er} .	L'O.N.S.S.	35
A.	Les compétences	35
B.	L'organisation	36
§ 2.	L'O.N.S.S.A.PL.	37
A.	Les compétences	37
B.	L'organisation	37
§ 3.	L'O.N.Em.	37
A.	Les compétences	37
B.	L'organisation	38
§ 4.	Divers	38
Chapitre 4.	Les missions dévolues aux inspections	38
Titre 2		
Les devoirs		41
Chapitre 1.	Les sources normatives	41
Chapitre 2.	Les avis et conseil	41
Chapitre 3.	Les devoirs généraux	42
Section 1.	La confidentialité des données	42
Section 2.	L'anonymat du plaignant	42
Section 3.	L'intégrité des inspecteurs du travail	43
Chapitre 4.	Les devoirs particuliers lors de contrôle	44
Section 1.	L'avertissement préalable	44
Section 2.	Les principes à respecter lors d'un contrôle	45
§ 1 ^{er} .	La proportionnalité	45
§ 2.	La discrétion	45
§ 3.	La rapidité	45
§ 4.	L'étalement des auditions	45
§ 5.	L'effet de rafle à éviter	46
§ 6.	L'information aux personnes concernées	46
§ 7.	Contacts avec la presse	46

Section 3. La provocation	46
Titre 3	
Les pouvoirs généraux	47
Chapitre 1. Considérations liminaires	47
Chapitre 2. La compétence <i>rationae loci</i>	47
Chapitre 3. Généralités	48
Section 1. Les documents de légitimation	48
Section 2. Le pouvoir de réquisition	48
Chapitre 4. L'accès aux bâtiments	49
Section 1. Les lieux de travail et lieux soumis à contrôle	49
§ 1 ^{er} . Les inspections du travail	49
A. Le texte légal	49
B. Les lieux ouverts au contrôle	50
§ 2. Les inspections fiscales	50
A. Le texte légal	50
B. Les lieux ouverts au contrôle	52
1. Sur base du C.I.R.	52
2. Sur la base du Code T.V.A.	53
3. Sur la base de la loi générale sur les douanes et accises	54
4. Deux limites au droit d'accès	54
Section 2. Les locaux habités	55
§ 1 ^{er} . Notions	55
§ 2. Exclusions	58
A. Les lieux ouverts au public	58
B. Les clubs et bars privés	58
§ 3. La visite domiciliaire	60
A. Notions	60
B. L'autorisation du juge de police	61
1. La demande	61
2. La décision	62
3. Les voies de recours	62
4. La constitutionnalité de la norme	62
C. L'autorisation de l'occupant de l'immeuble	66
D. La sanction d'une visite domiciliaire irrégulière	66
E. Le futur Code pénal social	67
F. Les inspections fiscales	69

Chapitre 5. L'identification et l'audition de personnes	70
Section 1. L'audition	70
§ 1 ^{er} . Les personnes entendues	70
§ 2. Le secret de l'information	71
Section 2. La fouille	71
§ 1 ^{er} . La fouille corporelle	71
§ 2. La fouille de vêtements	72
§ 3. La fouille de véhicules	72
Chapitre 6. La production et la recherche de documents	73
Section 1. Le texte légal	73
Section 2. La <i>ratio legis</i>	74
Section 3. La production et la recherche de supports d'information qui contiennent des données sociales ou dont la tenue est imposée par une loi	75
§ 1 ^{er} . Notions	75
A. Les supports d'information	75
B. Les données sociales	76
C. Les données dont la tenue est imposée par une loi	77
D. Les données à caractère privé ou mixte	78
§ 2. Le pouvoir de recherche	78
A. Considérations liminaires	78
B. Le pouvoir de recherche est limité <i>rationae loci</i>	79
C. Les principes directeurs	79
§ 3. La prise de copie	81
A. Définition	81
B. La <i>ratio legis</i>	81
C. La copie de données « papiers »	81
D. La copie des données contenues sur un système informatique	81
§ 4. La procédure	83
A. L'employeur est présent	83
B. L'employeur est absent et non joignable	83
C. L'employeur est absent, mais joignable	83
§ 5. Les voies de recours	84
Section 4. La production de supports d'information qui contiennent toute autre donnée	84
§ 1 ^{er} . Notions	84
§ 2. La production	85

§ 3. La prise de copie	85
§ 4. Le refus de collaboration	85
Section 5. Les pouvoirs des inspections fiscales	85
Section 6. Quelques actes problématiques	86
§ 1 ^{er} . L'ouverture de courrier	86
§ 2. L'ouverture de courriel	88
§ 3. L'ouverture d'armoires ou de pièces fermées à clé	89
§ 4. L'ouverture d'une porte d'établissement fermée	89
Chapitre 7. Le prélèvement d'échantillon	90
Chapitre 8. L'établissement, l'apposition et la délivrance de documents sociaux	90
Chapitre 9. La constatation d'infraction	90
Chapitre 10. L'action en cessation	91
Titre 4	
Les pouvoirs particuliers	93
Chapitre 1. Considérations liminaires	93
Chapitre 2. La finalité du texte légal	93
Chapitre 3. Les mesures de prévention	93
Section 1. Les mesures de prévention adéquates	93
Section 2. Les mesures particulières	94
Chapitre 4. Les interdictions particulières	95
Chapitre 5. La cessation du travail et l'évacuation des lieux de travail	95
Chapitre 6. La mise sous scellés	96
Titre 5	
L'échange d'information	97
Chapitre 1. Considérations liminaires	97
Chapitre 2. L'échange intra-national d'informations	97
Section 1. Le texte légal	97
Section 2. La frontière entre la phase administrative et la phase judiciaire	98
§ 1 ^{er} . Considérations liminaires	98
§ 2. Une frontière théorique	99

A.	Les arrêts du 29 octobre 2007	99
B.	L'arrêt du 19 novembre 2007	101
C.	La délimitation de la frontière	103
§ 3.	Une frontière pratique	103
Section 3.	La communication d'informations en phase administrative	104
§ 1 ^{er} .	La communication entre services d'inspection	104
§ 2.	La communication à d'autres instances	104
§ 3.	La demande de renseignements à certaines institutions	105
Section 4.	La communication d'informations en phase judiciaire	106
§ 1 ^{er} .	Les principes	106
§ 2.	La communication avec les services de police	107
§ 3.	La conséquence de la violation des articles 5 et 6	107
Section 5.	Le respect du secret médical	108
Section 6.	La force probante des informations échangées	108
Chapitre 3.	L'échange international d'informations	108

Titre 6

Les saisies et mises sous scellés 111

Chapitre 1.	Considérations liminaires	111
Chapitre 2.	Les saisies et mises sous scellés administratives	111
Section 1.	Notions	111
§ 1 ^{er} .	La saisie et mise sous scellés de supports d'information	111
§ 2.	La mise sous scellés de biens meubles et immeubles	112
§ 3.	Les principes directeurs communs	113
A.	Le principe de finalité	113
B.	Le principe de proportionnalité	113
C.	Le principe de temporalité	114
Section 2.	La procédure	114
§ 1 ^{er} .	Généralités	114
§ 2.	Le récépissé	115
§ 3.	Les voies de recours	116
A.	Le demandeur	116
B.	Les tribunaux compétents	116
C.	La forme du recours	117
§ 4.	L'audience et la décision	117
A.	La cause est obligatoirement communicable	117

B.	L'urgence	118
C.	La décision	118
D.	Les sanctions	119
§ 5.	Et l'arrêté royal du 13 août 1975?	119
A.	La procédure prévue par l'arrêté royal	119
B.	L'abrogation implicite de l'arrêté royal	120
Chapitre 3.	Les saisies et mises sous scellés judiciaires	120
Section 1.	Notions	120
Section 2.	La procédure	121
§ 1 ^{er} .	Généralités	121
§ 2.	Les voies de recours	121
Chapitre 4.	Le bris de scellés	122
Titre 7		
Le procès-verbal d'audition		123
Chapitre 1.	Les droits de la personne auditionnée	123
Chapitre 2.	Les mentions	124
Chapitre 3.	La remise de copie	124
Chapitre 4.	La force probante	125
Titre 8		
Le procès-verbal de constat d'infraction		127
Chapitre 1.	Le texte légal	127
Chapitre 2.	Le pouvoir d'appréciation	127
Section 1.	Considérations liminaires	127
Section 2.	Le choix de l'inspecteur en phase administrative	128
Section 3.	Le choix de l'inspecteur en phase judiciaire	129
Chapitre 3.	Le contenu du procès-verbal	131
Section 1.	Les mentions	131
Section 2.	L'emploi des langues	133
Chapitre 4.	La notification	134
Section 1.	Les actes qui doivent être notifiés	134
Section 2.	La forme de la notification	134
Section 3.	Le délai de notification	135
ANTHEMIS		255

Section 4. La communication au ministère public et à l'administration	135
Chapitre 5. La force probante	136
Section 1. La force probante particulière	136
Section 2. Les conditions d'application de la force probante	137
§ 1 ^{er} . Les conditions propres à l'inspecteur social	137
§ 2. Les conditions relatives au délai de notification	137
Section 3. Les actes auxquels s'attache la force probante	138
Section 4. L'utilisation du procès-verbal par un autre service	139
Chapitre 6. Le procès-verbal : un acte d'accusation ?	139
Titre 9	
Les infractions propres à la loi du 16 novembre 1972	145
Chapitre 1. Les destinataires de la sanction	145
Section 1. L'employeur	145
Section 2. Le mandataire	146
§ 1 ^{er} . Les administrateurs et gérants	147
A. La théorie du mandat	147
B. La théorie de l'organe	148
§ 2. Les autres mandataires	148
A. L'article 1984 du Code civil	148
B. Les secrétariats sociaux	149
Section 3. Le préposé	151
Chapitre 2. L'infraction à l'article 4, § 1 ^{er} , 3 ^o , de la loi infractions	152
Section 1. Les éléments constitutifs	152
Section 2. La sanction	152
Chapitre 3. Les infractions à l'article 3 de la loi	153
Section 1. Les éléments constitutifs	153
Section 2. La sanction	153
Chapitre 4. L'obstacle au contrôle	154
Section 1. Historique	154
Section 2. L'obstacle au contrôle	156
§ 1 ^{er} . L'infraction	156
§ 2. Les éléments constitutifs	156
A. L'entrave	156
B. Un acte volontaire	157

1.	L'élément moral	157
2.	L'imputabilité morale	158
3.	Applications	159
C.	L'autorité agissante	159
D.	La personne posant l'acte	160
§ 3.	Les exceptions à l'obstacle au contrôle	160
§ 4.	La sanction	160
Section 3.	Le droit au silence	160
§ 1 ^{er} .	Définition	160
§ 2.	Les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme	161
§ 3.	Le droit au silence : principes et limites	165
§ 4.	L'exercice d'une forme de coercition	166
Section 4.	Le droit au silence en phase administrative	167
§ 1 ^{er} .	Considérations liminaires	167
§ 2.	Les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme	168
§ 3.	Une tentative de conciliation	169
A.	Phase de surveillance <i>versus</i> phase répressive	169
B.	La remise de document	169
C.	Les déclarations aux inspections	172
Section 5.	Le droit au silence en matière fiscale	173
Section 6.	Deux infractions périphériques : l'outrage et la rébellion	175
§ 1 ^{er} .	La rébellion	175
§ 2.	L'outrage	175
Chapitre 5.	Dispositions communes à toutes les infractions	176
Titre 10		
La qualité d'officier de police judiciaire : heurs et malheurs		
177		
Chapitre 1.	La qualité d'officier de police judiciaire	177
Section 1.	Les articles 10 <i>bis</i> à 10 <i>ter</i> de la loi	177
Section 2.	La <i>ratio legis</i>	178
Chapitre 2.	Le Code d'instruction criminelle : référence pour l'application de certaines législations	179
Chapitre 3.	Les conséquences d'une action dans le cadre du Code d'instruction criminelle	180
Section 1.	La perte de certains droits...	180
§ 1 ^{er} .	Le pouvoir d'appréciation	180
ANTHEMIS		257

§ 2. La visite domiciliaire	180
§ 3. Les saisies	180
§ 4. L'échange d'informations	181
Section 2. ... parfois vite recouverts	181
Titre 11	
Le Service d'information et de recherche sociale	183
Chapitre 1. Bref rappel historique	183
Chapitre 2. La politique de lutte contre le travail illégal	184
Chapitre 3. Le S.I.R.S.	185
Section 1. L'assemblée générale	185
§ 1 ^{er} . Composition	185
§ 2. Mission	186
Section 2. Le Bureau fédéral	187
§ 1 ^{er} . Composition	187
§ 2. Mission	188
A. Les missions du Bureau fédéral	188
B. Les missions du comité de direction	189
C. Les missions du directeur	190
Chapitre 4. Les cellules d'arrondissement	191
Section 1. L'espace géographique	191
Section 2. Composition	191
Section 3. Mission	192
Chapitre 5. Le Groupe restreint d'intervention régionale	193
Section 1. Une émanation de la cellule	193
Section 2. Composition	193
Section 3. Mission	194
Chapitre 6. La commission de partenariat	194
Section 1. Composition	194
Section 2. Mission	194
Titre 12	
Une action dans le cadre des missions civiles de l'auditorat	197
Chapitre 1. Considérations liminaires	197
Chapitre 2. Le texte légal	197

Chapitre 3. Les pouvoirs de l'auditorat	198
Chapitre 4. Les autorités auxquelles s'adresser	199
Section 1. Les services publics	199
Section 2. Les fonctionnaires	199
Chapitre 5. Les missions de l'inspection du travail	201
Titre 13	
La responsabilité des inspecteurs du travail	203
Chapitre 1. Considérations liminaires	203
Chapitre 2. La responsabilité civile	203
Chapitre 3. La responsabilité pénale	204
Section 1. Le secret professionnel	204
§ 1 ^{er} . L'incrimination	204
§ 2. Les éléments constitutifs	204
§ 3. Les sanctions	205
Section 2. La violation de domicile	205
§ 1 ^{er} . L'incrimination	205
§ 2. Les éléments constitutifs	205
§ 3. Les sanctions	206
Section 3. Les fausses mentions dans les procès-verbaux	206
§ 1 ^{er} . L'incrimination	206
§ 2. Les éléments constitutifs	206
§ 3. Les sanctions	207
Section 4. La violation du secret des lettres	207
§ 1 ^{er} . L'incrimination	207
§ 2. Les éléments constitutifs	207
§ 3. Les sanctions	208
Chapitre 4. Le Comité P	208
Section 1. La compétence du Comité P	208
Section 2. Le service d'enquête du Comité P	209
Section 3. Les procédures d'investigation	209

En guise de conclusions	211
Bibliographie	215
Index	219
Table des arrêts	223
Annuaire professionnel	227